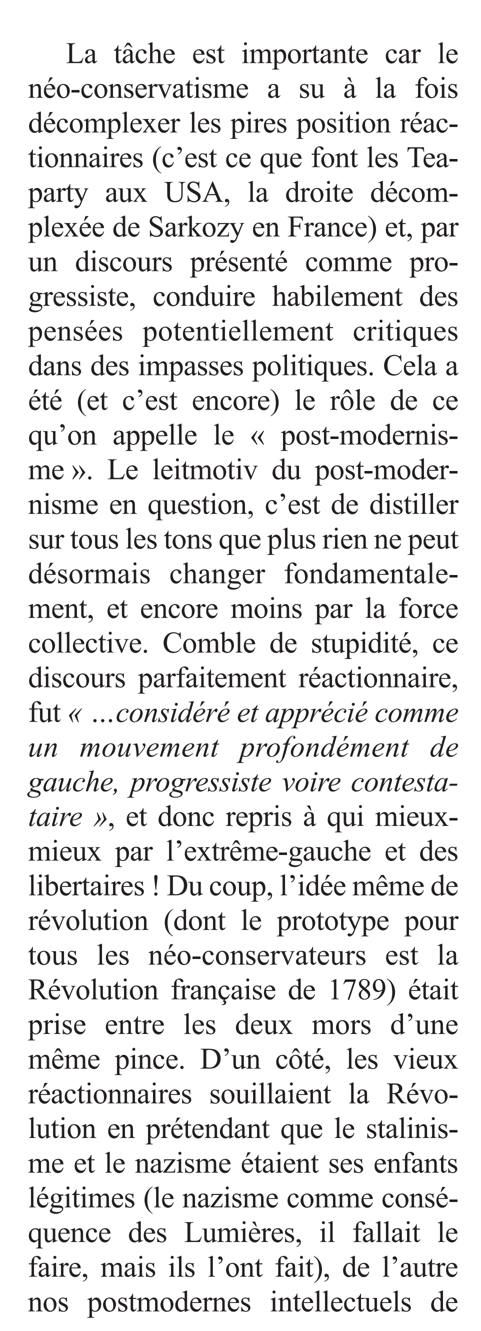
BEN ALI TOMBE,
LE NEO-CONSERVATISME AUSSI

Le 14 janvier 2011, la population tunisienne a infligé un coup de massue aussi puissant qu'inattendu à l'idéologie néo-conservatrice. De ce fait, l'événement, indépendamment de ce qu'il deviendra, est déjà historique. Il marque un virage dans les mentalités : les révoltés de Tunisie ont rappelé aux exploités du monde entier qu'il existe d'autres perspectives pour l'Humanité que la soumission indéfinie, le fatalisme et la mortification. C'est en cela qu'il y a eu Révolution. C'est cela qui se propage dans tout le monde arabe, pays après pays. C'est cela qui a fait tomber et fera tomber d'autres tyrans.

Oui, la situation est très ouverte. Oui, il y a des « dangers ». Oui, il faut approfondir, discuter ce qui se passe pour mieux en saisir toute la complexité. Mais surtout, il faut poursuivre le chemin, ici et partout, pour qu'au premier coup qui a ébranlé la bête néo-conservatrice en succèdent d'autres qui l'assomment complètement.


PLACE DU CAPITOLE, 15 JANVIER
ASSEMBLÉE POPULAIRE « TUNISIE »



La tâche est importante car le néo-conservatisme a su à la fois décomplexer les pires position réactionnaires (c'est ce que font les Tea-party aux USA, la droite décomplexée de Sarkozy en France) et, par un discours présenté comme progressiste, conduire habilement des pensées potentiellement critiques dans des impasses politiques. Cela a été (et c'est encore) le rôle de ce qu'on appelle le « post-modernisme ». Le leitmotiv du post-modernisme en question, c'est de distiller sur tous les tons que plus rien ne peut désormais changer fondamentalement, et encore moins par la force collective. Comble de stupidité, ce discours parfaitement réactionnaire, fut *« …considéré et apprécié comme un mouvement profondément de gauche, progressiste voire contestataire »*, et donc repris à qui mieux-mieux par l'extrême-gauche et des libertaires ! Du coup, l'idée même de révolution (dont le prototype pour tous les néo-conservateurs est la Révolution française de 1789) était prise entre les deux mors d'une même pince. D'un côté, les vieux réactionnaires souillaient la Révolution en prétendant que le stalinisme et le nazisme étaient ses enfants légitimes (le nazisme comme conséquence des Lumières, il fallait le faire, mais ils l'ont fait), de l'autre nos postmodernes intellectuels de gauche l'attaquaient en la présentant comme la mère du colonialisme, pratiquant eux aussi des raccourcis historiques insensés entre Valmy et le blocus maritime d'Alger ou les campagnes coloniales de le IIIème République. D'un côté comme de l'autre, la confusion, et c'est là l'essentiel pour les promoteurs du néo-conservatisme, était portée à son comble (par exemple, en mêlant l'universalisme révolutionnaire à son contraire, l'idéologie coloniale raciste) et la résignation promue comme la seule vertu. Dans un tel contexte idéologique on ne s'étonnera pas que le camarade Ben Ali (le dictateur) ait pu rester un membre éminent de l'Internationale Socialiste jusqu'à sa chute sans que cela gêne personne ou que nos ministre soient partis « chez lui » en vacances pour que leur famille y fasse des juteuses affaires. C'est d'ailleurs pour les mêmes raisons que ceux qui, à gauche ou à l'extrême gauche, ont aidé au développement et à la propagation des thèses différencialistes[*1] continuent de nier la portée universaliste du mouvement en cours. L'exemple le plus typique nous est fourni par l'emploi systématique d'expressions comme *« les peuples et leurs luttes »* qui n'évoquent que les différences et surtout pas les points communs !

Les événements actuels apportent un démenti cinglant aux différentes affirmations diffusées par le Pouvoir. Contrairement à ce qu'il affirmait, ce ne sont pas les islamistes, ni une communauté particulière ni même une fraction partisane qui est à l'initiative des différents soulèvements ; et les revendications n'ont rien de catégorielles ou de communautaires, elles sont plus globales tant sur le plan politique que sociale. Elles traduisent la volonté et, dans une certaine mesure, la capacité, des populations de reprendre leur vie en main. Pour bien enfoncer le clou, on relèvera qu'à Tunis les manifestants se référaient à la Révolution Française, comparant leur 14 janvier 2011 au 14 juillet 1789 !

M.

1.- Dans sa guerre contre le projet d'autonomie, le post-modernisme récuse la liberté universelle au nom du *« relativisme culturel »* et du *« différentialisme »*. Le différentialisme en question, n'est que le nouveau nom du racisme. Ainsi, on a entendu encore il y a peu à la radio une éditorialiste affirmer que la liberté et la laïcité s'étaient développées en Occident grâce au… christianisme et donc qu'elles étaient impossibles en pays musulmans ! Sur la question du post-modernisme, voir le petit (mais très intéressant) opuscule de Jordi Vidal *« Servitude & Simulacre »* qui le définit comme une guerre totale contre la pensée critique.

TROIS DOGMES QUI SE SONT ECROULES LE 14 JANVIER 2011

On peut distinguer dans l'idéologie qui a donné naissance au postmodernisme, trois principaux dogmes, qui ont été portés essentiellement par des universitaires au travers d'ouvrages clés et dont les différentes déclinaisons, dans une infinité d'articles et de discours, ont contribué à condamner l'idée d'un mouvement révolutionnaire international, idée qui précisément vient d'être remise à l'ordre du jour.

Le premier dogme affirmait que le capitalisme est indépassable, le deuxième que les populations de la planète ne pouvaient pas développer de perspectives communes et qu'au contraire les *« différences culturelles »* étaient porteuses d'antagonismes, le dernier qu'il était inenvisageable de voir désormais sur terre la plus minime des révolutions.

En réalité chacun des trois dogmes était une resucée des discours idéologiques, présentée sous des atours contemporains, respectivement du capitalisme, du nationalisme et du réformisme le plus plat. Leur mise en synergie n'ayant qu'un objectif : convaincre tout un chacun de l'impossibilité d'une révolution sociale.

S'il est déjà impensable que les deux premiers dogmes (fin de l'histoire, choc des civilisations), dont le caractère réactionnaire, raciste, élitiste… transparaît inévitablement sous le discours aient pu être repris par l'extrême-gauche et une large part des milieux libertaires, le développement du troisième dogme (impossibilité d'une révolution) dans les mêmes milieux est carrément une aberration.

Pourtant, c'est bien Alain Bihr qui explique, dès 1991, dans *« Du grand soir à l'alternative »*, que la révolution (affublée de l'étiquette péjorative *« grand soir »*) est désormais impossible et qu'il préconise diverses pratiques alternatives pour remplacer le projet révolutionnaire. Parmi les mesures censées contribuer à cette nouvelle alternative libertaire figure une mesure phare : l'annualisation du temps de travail ! On mesure par là l'intelligence générale du propos…

Dix ans plus tard, en 2001 un militant en vue de la Fédération Anarchiste, Jean-Marc Raynaud, remettait le couvert et proposait comme pierre angulaire de son *« Unité des libertaires »* l' *« abandon sans ambiguïté de mythifications du style grand-soir-barricades ou insurrection spontanée de la population, refus de s'engager dans l'engrenage d'une guerre civile charriant des flots de cadavres, et redéfinition d'une rupture révolutionnaire crédible ! Elaboration d'une stratégie où l'unité libertaire s'avère une nécessité pour pouvoir peser sur les alliances que nous serons amenés à conclure pour faire la révolution et faire aboutir notre projet de société. »*. Manifestement, J.-M. Ray-naud n'a pas été lu dans le monde Arabe. On ne peut pas dire que ce soit vraiment une perte…

Comme dans un cycle bien réglé, *« Le Monde libertaire »* vient de renfoncer le clou en faisait connaître une analyse sur le dernier mouvement des retraites. Celle-ci nous explique qu'il ne faut pas opposer *« réformisme »* et *« révolution »*, et que finalement ce dernier concept est à remplacer par un investissement militant dans des pratiques alternatives telles que les AMAP et les SEL. Il s'agirait là d'une *« mission historique de l'anarchosyndicalisme »* (encore aurait-on pu nous demandez, à nous autres, pauvres anarchosyndicalistes, notre avis, avant de nous confier une telle mission historique…) à laquelle il faut ajouter le développement du municipalisme de base : *« Il faut amplifier le renouveau syndical ou parasyndical ... Il faut réaliser sa jonction avec le mouvement des consom-m'acteurs et des paysans, des coopératives ouvrières ou de consommation, sans oublier le tissu associatif, artistique et sportif* [ça va être délicat avec le PSG] *à mettre dans la boucle. La perspective est un municipalisme de base, concret et dégagé des enjeux politiciens. »* (Philippe Pelletier, L'enjeu de la décennie, Le Monde libertaire n°1616, 9-15 novembre 2010).

Evidemment, tout ça suppose qu'on voit un *« renouveau syndical »* là où il y a un effondrement progressif (voir les chiffres de syndiqués de 1950 à ce jour…) que l'on qualifier de *« parasyndical »* le rejet de plus en plus manifeste des syndicats (ce qui ne manquerait pas d'humour), qu'on se laisse griser par des oxymores (*« consom-m'acteurs »*), qu'on ne se soit par rendu compte que la plupart des coopératives sont devenues des entreprises comme les autres (ou les coopérateurs exploitent des salariés non-coopérateurs et recherchent plus de bénéfices…), qu'à de rarissimes exception le *« tissu associatif »* (bel exemple de terminologie technocratique) n'a d'associatif que le nom : financé par les pouvoirs publics, il emploi de salariés qui font le boulot, des directeurs et autres permanents pendant qu'un CA plus ou moins fantoche fait le lien avec les financeurs et qu'enfin on ne s'interroge pas trop sur l'instauration du *« municipalisme de base »* : comment y parvenir ? Est-ce par les élections municipales, comme certains libertaires le souhaitent périodiquement (et, dans ce cas, il y aura forcément des enjeux politiciens), est-ce en proclamant la déchéance des élus et une Commune libre (ce qui cadrerait assez mal avec le restant de la proposition) ?

C'est d'aussi plates propositions que *« l'insurrection spontanée de la population »* dans les pays arabes, n'en déplaise à J.-M. Raynaud, vient de renvoyer aux poubelles de l'Histoire.

ÇA BOUGE, MAIS VERS OÙ ?

La situation de plusieurs pays arabes excite les neurones journalistiques. Spécialistes, experts, conseillers et politiciens envahissent les médias de leurs cogitations. D'après eux, les situations tunisienne et égyptienne étaient imprévisibles. On se demande quelles qualités justifient cette caste grassement rétribuée, si bien formée et informée qu'elle ne voit rien venir. Que peut-elle dire, redire, médire où prédire : des banalités, des propos fallacieux et des élucubrations. La révolution fait vendre du discours, mais elle reste avant tout un mot chargé d'histoire, de passion, de désir, de crainte, d'ambiguïté ou de répulsion. On se distrait, s'effraie avec, mais le vocable doit être vidé de son sens par un traitement émollient. La révolution serait donc orange, velours, papyrus, jasmin, etc. Elle sera demain abricot, olive, muscat, huile essentielle et lait de coco... Dans ce poético-esthestico-cucul, osons dire cornichon, patate, piquette, rance, ersatz, ces révolutions étant des pièges à… Notre Révolution, à nous, est astringente et ses appellations sont claires : des exploités, des opprimés, de la faim, socialiste, prolétarienne, anti-privilèges, anti-capitaliste, prise de la Bastille, du palais d'hiver, Commune de Paris, révolution espagnole ou autres. Spartakistes, mutins, émeutiers, insurrections, égalité... tels sont les mots de notre révolution !

Monarchie, ploutocratie, oligarchie, capitalisme, bourgeoisie, autocratie, dictature, technostructure, corruption, parlementarisme, république sont le multiple de la réalité des systèmes de classes (exploités, opprimés).

Les différences de système ne sont pas de nature, mais portent sur le taux d'exploitation que s'autorise une clique au pouvoir en fonction du contexte. Si la population est dangereuse, insoumise, subversive, ingérable et que le système ne veut ou ne peut concéder, la force est utilisée par des factions despotiques pour défendre leurs privilèges. Si la contestation est modérée (mots d'ordres acceptables, aménagements sociaux, revendications concédables par le système), le pouvoir augmente la part distribuée des richesses et de la participation institutionnelle. Les divers traitements ne clivent pas les factions, quand leurs intérêts sont préservés, elles s'accommodent de toutes les situations.

Rappelons-nous, que ceux qui défendent, la république, le parlement, etc., surent applaudir la dictature et vice-versa. En la matière, l'opportunisme est la règle et dictature ou pseudo-démocratie dite parlementaire sont les tranchants de la même lame à décapiter la justice, la démocratie, l'égalité.

Une révolution sociale implique qu'un corpus idéologique change profondément les cadres : politique, économique et culturel. « Révolution », sans but sociétal, n'a pas de sens, et ne renseigne pas sur les visées des acteurs et leurs récupérations. On confond le but (la révolution) et les moyens : émeute, insurrection, putsch, grève générale, révolte, votation, etc. Il suffit de scander insurrection pour se penser révolutionnaire et unis par ce moyen qui ignorerait les divergences. Ces moyens sont le commun de finalités différentes ou opposées, voire les tactiques d'un même but. Combien d'insurrections furent de droite ou d'extrême droite, de grèves générales réactionnaires ? Vérifions le passé : luttes d'indépendance et révolutions nationales, émeutes populaires et révolutions bourgeoises, votations et révolutions dictatoriales, révoltes et révolutions théocratiques.

Rompons avec les contorsions sémantiques, appelons les choses telles qu'elles sont, ne confondons pas tactique et stratégie. Il est facile de s'enthousiasmer ou de critiquer, deux manières d'exiger des autres ce qu'on ne fait pas soi-même : la révolution. Celle-ci nécessite certains facteurs : qu'une partie de la population ait les moyens d'imposer son idéologie, que l'appareil répressif et les centres de pouvoir soient fragilisés (inactifs, détruits, divisés, paralysés, etc.). Est-ce la situation en Tunisie et en Égypte ? Les couches sociales (moyenne, pauvre, prolétarienne, salariale...) sont elles organisées, ont elles leur propre agencement : tactique, stratégique, idéologique ? Il semble qu'aucune de ces catégories sociales ne possède ni puisse instituer un autre projet pour l'instant. On dénonce, conspue, chasse, les dirigeants auto-désignés, les privilégies, les corrompus, etc. On demande des élections, une meilleure répartition du pouvoir et des richesses, mais on conserve l'État, les inégalités, les classes sociales, le capitalisme ; on veut des réformes allant vers le modèle plus où moins occidental, toutes choses que la gouvernance mondiale est en mesure de concéder, car il vaut mieux céder un peu et ainsi continuer son business.

Reste à poser quelques questions. Les capitalistes ont-ils les capitaux (prêts, investissements, subventions, etc.) pour développer économiquement ces pays ? Quels sont les moyens de ceux, bien implantés, qui projettent une révolution islamiste ? Quelle situation géopolitique : pétrole, canal de Suez, Israël, monde Arabe, méditerranée (Nord et Sud) ? Si les réformes ou leurs absences continuent de dégrader la situation, les capitalistes et les États dont les intérêts dépendent de l'équilibre de la région opteront pour des régimes dictatoriaux, pousseront l'armée à réprimer les populations. On verra des alliances avec l'ennemi d'hier. En effet, les tensions entre les privilégiés (politiques, idéologiques, gouvernementales, étatiques, impérialistes) disparaîtront face à la rébellion généralisée. Ce que craignent tous les gouvernements du monde, c'est cette constance historique qu'ils pensaient avoir éradiqué. La misère, l'exploitation, l'oppression, la corruption, produisent de la conflictualité sociale : la lutte des classes. La mauvaise situation économique, la croissance des inégalités, le peu de liberté, les guerres, la paupérisation, se généralisent au niveau mondial. La défiance, l'hostilité, le rejet, contre les dirigeants (élus ou pas, partis, syndicats, castes) et les divers systèmes politiques et économiques deviennent massif. Les modes opératoires de la contestation renouent avec l'action et la démocratie directe, l'assembléisme, l'auto-organisation. Cette résistance populaire autonome est nécessaire pour rompre avec l'emprise de l'idéologie dominan-

te et l'élaboration d'une autre. Si, ici ou là, les gens en lutte ne sont pas au stade révolutionnaire parce qu'ils croient aux réformes, n'ont pas le rapport de force, ou simplement demandent de petites améliorations, nous devons les soutenir. Parce que, même confus ou instrumentalisés ou détournés, les mots justice, démocratie, gênent les exploiteurs et motivent les foules. Ces mots mènent la bataille des idées et questionnent les idéologies. L'anarchosyndicalisme possède un corpus non négligeable : égalité des droits, démocratie directe, fédéralisme en réseau, socialisation des entités économiques fondamentales, libertés individuelles et collectives, lutte de classes, anti-capitalisme, communisme libertaire, etc.

Caen le 12/02/2011. Jean Picard

Communiqué des délégués de la CNT-AIT

Les délégués des syndicats de la CNT-AIT française réunis ce jour saluent le soulèvement populaire du 14 janvier 2011 en Tunisie.

L'action de la population tunisienne est un signal fort dans la lutte mondiale contre le capitalisme et l'Etat; elle nous montre que la résistance autonome des exploités peut faire tomber les pires dictatures.

Nous souhaitons que cette lutte pour la justice sociale et l'émancipation puisse se développer, que les opprimés tunisiens puissent développer leurs propres moyens de décisions, malgré toutes les tentatives de récupérations et de divisions politiciennes ou religieuses qui risquent d'avoir lieu. Seule le résistance autonome des exploités unis dans une perspective de lutte de classe pourra s'opposer victorieusement à la barbarie du système.

Vive le communisme libertaire ! Vive l'Association Internationale des Travailleurs !

تعيش المقاومة الشعبية المستقلة في تونس

الاربعاء 19 كانون الثاني (يناير) 2011

مندوبين عن اتحادات الكونفدرالية الوطنية للشغل، القسم الفرنسي لجمعية العمال الدولية، اجتمعوا في مؤتمر اليوم مرحبين بالانتفاضة الشعبية في 14 كانون الثاني 2011 في تونس.

تعيش المقاومة الشعبية المستقلة في تونس

إن عمل الشعب في تونس هو إشارة قوية في النضال العالمي ضد الرأسمالية والدولة، إنه يظهر أن المقاومة يمكن أن تعمل بشكل مستقل ذاتيا (بأسلوب منظم ذاتيا من دون قادة أو أحزاب سياسية) لإسقاط أسوأ الدكتاتوريات. إننا نأمل أن يتوسع هذا النضال من أجل العدالة الاجتماعية والحرية، إننا نأمل أن العمال والشباب التونسي سوف يطوررون أدواتهم الخاصة في اتخاذ القرارات، بالرغم من كل محاولات السياسيين والإكراه الديني والانقسام الذي يمكن أن يحصل. فقط المقاومة المنظمة ذاتيا، والمستقلة ذاتيا للشعب المضطهد، الموحدة على منظور الصراع الطبقي يمكن أن تنجح في معارضة بربرية النظام.

تعيش الشيوعية التحررية

نعيش جمعية العمال الدولية

الكونفدرالية الوطنية للشغل (فرنسا) جمعية العمال الدولية تولوز، 15 كانون الثاني، 2011

Vers la fin du mythe islamiste ?

La menace islamiste a permis à tous les gouvernements des pays arabes de légitimer leur mainmise sur la société et leur autoritarisme violent. L'exemple algérien est des plus éloquents. La fin des années 80 a vu la junte militaire et la Sécurité Militaire écraser la monté de la contestation populaire. Pour faire oublier ces massacres, les généraux décident de simuler une ouverture démocratique en organisant des élections. Elections qui voient la victoire du parti islamiste FIS*1. La junte refuse le résultat et confisque le pouvoir. Pour se redonner de la crédibilité, elle propulse Boudiaf, héros national, au poste de Président. Il est assassiné. S'en suit une décennie de chasse aux sorcières avec une succession effroyable de massacres et exactions de la part des forces répressives algériennes et des soi-disant extrémistes du GIA*2. Avec le temps, la vérité semble émerger et dévoiler le double jeu du pouvoir algérien. L'affaire des moines de Tibirine en 1996 a révélé récemment que le GIA n'était pas responsable du massacre, mais que c'étaient en fait les services secrets algériens qui avaient mis en scène la mort des moines pour justifier leur croisade anti-islamiste.

En Egypte les Frères musulmans sont agités comme l'épouvantail islamiste local. Durant tout le mouvement, les commentateurs occidentaux, qui avaient bien des privilèges à perdre avec la chute de Moubarak, ont sans cesse répété que la fin du régime faisait courir un grand danger car c'étaient les islamistes, tapis dans l'ombre, qui manipulaient le mouvement. Pourtant la position des Frères musulmans dans l'Egypte de Moubarak était plus qu'ambiguë : l'organisation, largement tolérée sous réserve qu'elle ne s'attaque pas au portefeuille du Président, avait toute liberté pour propager dans les masses son intégrisme et, bien qu'interdite en principe de toute activité politique, elle disposait de plusieurs sièges au parlement… Les autres pays sont dans la même logique. Certains sont ouvertement des théocraties. Dans ceux qui se revendiquent du socialisme (!!!) le fils du dictateur peut avoir un prénom qui le désigne comme bras armé de l'Islam. C'est que partout, les pouvoirs locaux, qui s'affichent musulmans avec beaucoup d'ostentation utilisent la religion pour jouer sur tous les tableaux : dans sa forme oppressive traditionnelle, elle sert à conditionner la population et à la soumettre idéologiquement ; dans sa forme extrême, elle justifie la dictature et le soutien des puissances occidentales.

Nous ne savons que trop que l'intégrisme religieux, quelle que soit la religion, est incompatible avec la liberté et nous ne pouvons qu'espérer que les mouvements en cours sauront le faire reculer. Mais, manifestement, en brandissant en permanence l'épouvantail de l'intégrisme dès qu'une protestation sociale se fait jour dans un pays arabe, notre propre pouvoir local n'est pas mû par le goût de la liberté mais par la peur de la contagion.

J.

1.- Front islamiste du salut. -2. Groupe islamiste armé, branche armée du FIS en Algérie en fait contrôlée par les services secrets algériens et français.

YOUPI, LA CRISE EST FINIE !

Notre pays était miné par une crise d'une rare intensité. L'ombre de 1929 planait. Nos bien-aimés dirigeants nous ont demandé de faire des efforts. Bien évidemment, ils ont montré l'exemple en faisant d'énormes sacrifices. Ainsi, notre cher Président a de lui-même fait un gros geste : il s'est contenté d'un avion d'occasion au lieu du neuf qui aurait tant fait plaisir à son épouse. Ça ne nous a coûté que 300 millions d'euros. Autant dire rien. Mais, tout ça, c'est derrière nous. Bientôt, notre Président pourra s'acheter un avion plus grand, plus gros, plus rapide et neuf, garni de plein de montres bling-bling. Car cette satanée crise économique est terminée. Vous en doutez ? Mais non, regardez autour de vous !

D'abord, les patrons les plus dévoués, ceux du CAC 40. Ils ont gagné en moyenne 928 000 euros en 2009, alors qu'il y a un an à peine ils n'en avaient empoché que 864 000. Soit 64 000 euros de plus par tête de pipe, vous voyez bien que la crise est finie ! Tout va bien également pour les banques. La Société Générale a sextuplé son bénéfice en 2010 et la BNP a fait 5,8 milliards d'euros en 2009, soit une hausse de 93 % ! Pour les banques aussi, la crise est finie. Elles en sont reconnaissantes à leurs traders. Ceux de la BNP, qui avaient connu des baisses de revenus en 2008 se sont en 2009 partagés 500 millions d'euros, soit une moyenne de 125 000 euros chacun pour faire face aux fins de mois difficiles. C'est pas tout : 500 millions leur seront versés en plus si les prochains résultats sont bons, ce qui fera passer la prime à 250 000 euros chacun. Qu'ils sont beaux tous ces goldens boys ! Quelle dignité, quelle classe ! Les promoteurs sinistrés sont eux aussi rassurés : la vente de logements neufs a progressé de 8 %, ce qui donne un peu d'air frais à la profession. Preuve supplémentaire que la crise est finie : même des petits vieux trouvent un job facile et bien payé. Voyez l'ancien PDG de France-télécom (celui pour lequel les suicides des employés étaient une sale mode), à 69 ans, il vient de devenir « conseiller spécial » (un métier qui n'est pas très fatigant) de l'actuel président, ça lui donne un petit revenu (sur lequel France-télécom est resté d'une délicate discrétion) qui s'ajoute à ses 300 000 euros annuels de retraite et lui permet d'attendre que son matelas de stock-options remonte. Pour lui aussi, la crise est bien finie. Côté petit personnel politique, après un semblant de serrage de ceinture, les choses se sont convenablement stabilisées. Ne parlons même pas des enveloppes kraft remplies de billets qui voltigent par-ci par-là. Non, en toute transparence, nos députés se sont voté un salaire de 6 952,91 euros par mois, ce qui fait cher la minute passée dans l'hémicycle. Pour compléter, ils ont ajouté 1 525 euros par mois pour leur secrétariat, plus des voyages gratuits en train 1ère classe à volonté, 40 voyages en avion gratuits, une voiture de fonction avec chauffeur et une retraite de 1 200 euros par mois, dès la fin du mandat. Croyez-vous vraiment que des gens aussi responsables et aussi bien élevés que nos députés se seraient accordés tant de privilèges si la crise n'était pas finie ? Ça ne vous fait pas chaud au cœur d'apprendre tout ça ?

Bon, elle n'est peut-être pas finie pour tout le monde, la crise. Peut-être que, pour vous, la pilule gaz-électricité a du mal à passer. Augmentation de plus de 10 % l'année dernière, annonce d'une hausse de 5% au premier avril pour le gaz, (ce que nos chers responsables estiment trop faible : ils espèrent 20 % de plus). Tout ça, vous l'avez compris, à cause de la hausse du prix du pétrole, le prix du gaz étant indexé dessus. L'électricité va aussi augmenter, mais là, c'est grâce à la privatisation ; vous savez bien, la privatisation qui devait - promis, juré - faire jouer la concurrence et tirer les prix vers le bas. Mais pour nous, au lieu de les tirer vers le bas, c'est toujours vers le haut que ça les tire. La faute à « pas de chance » sans doute. Résultat : 5 % de hausse chaque année jusqu'à un total de 30 % d'augmentation à l'horizon 2015.

De son côté, notre talentueux ministre agricole Bruno Lemaire a annoncé une flambée des produits alimentaires : il y aurait « tension » sur les marchés. C'est de notre faute, aussi, avec notre manie de manger un peu tous les jours. Alors que si on se contentait d'un repas toutes les deux ou trois semaines, il n'y aurait plus de tension sur les marchés. Encore que ça ferait baisser le chiffre d'affaire des industriels de l'agroalimentaire et qu'il faudrait bien qu'ils augmentent les prix de vente pour conserver leurs marges… Bref, de tout côté qu'on tourne le problème, il y a toujours augmentation. Comme le dit l'inénarrable Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne : « *Nous ne pouvons rien contre l'augmentation immédiate des prix du pétrole ou des matières premières* ». Sûr que, s'il y pouvait quelque chose, Monsieur Trichet le ferait. La preuve : quand il peut bloquer une hausse, il la bloque, et énergiquement encore. Un exemple ? Celui de salaires : c'est un domaine où lui et ses congénères (les patrons) peuvent enfin quelque chose. Eh bien, ils le font : ils les bloquent, nos salaires, et avec plaisir encore, car, c'est encore M. Trichet qui parle, je cite de mémoire : *« Augmenter les salaires serait la dernière bêtise à faire »*.

Alors, ils ne sont pas de bonne foi, nos dirigeants ?

Jules

NATAÏS
La grève, c'est comme le pop-corn : si ça chauffe trop, ça éclate

Au milieu des bois, des champs, et des vignes, dans le paysage paisible et vallonné du Gers, l'entreprise Nataïs, posée au croisement de quelques départementales sinueuses, fabrique, à la tonne, du pop-corn industriel. Dans un contexte aussi bucolique, on s'attendrait à de paisibles conditions de travail…

Mais, même au plus profond du Gers, le rendement c'est le rendement. La trentaine d'ouvriers (sur un total d'une centaine d'employés) qui réalisent la production et la distribution, en savent quelque chose : à Nataïs on bosse même le dimanche et on fait les trois huit. Un rythme exténuant, avec au bout du mois, des salaires bas de gamme et une énorme précarité : les contrats courts succèdent au contrats brefs.

Combien sont-ils, ou plutôt, combien sont-elles (car ils s'agit le plus souvent de femmes divorcées, séparées, avec des enfants à charge…), ces précaires qui se sont succédé(e)s depuis la création de l'entreprise ? Plusieurs centaines assurément, peut-être quelques milliers ? Quelqu'un a-t-il pris seulement la peine de les compter ? Et pour ceux qui sont en CDI, c'est l'annualisation, signée par la CGT, qui permet des modifications incessantes de rythme, une flexibilité épuisante pour les salariés. « Epuisant », c'est peut-être le mot qui revient le plus souvent dans leurs bouches et qui résume le mieux les conditions de travail de celles et ceux qui sont à la chaîne de production, à la distribution ou au volant des camions.

Si les uns sont épuisés, d'autres se remplissent les poches ! Nataïs, en 2010, a généré un chiffre d'affaire de 25 millions d'euros (réalisé essentiellement à l'export) et avoué 840 000 euros de bénéfices nets. Pour l'année actuelle, c'est encore mieux, et les prévisions avancent un bénéfice substantiel pour le bénéfice net : ce sera au moins 1 200 000 d'euros en 2011.

D'un côté des salaires de misère, des conditions de travail éprouvantes. De l'autre des revenus (salaires des chefs) confortables et des bénéfices rondelets. C'est comme ça à peu près partout dans « le monde du travail ». C'est comme ça, jusqu'à ce qu'un petit grain de sable se décide à venir ralentir la machine bien rodée de l'exploitation. A Nataïs, ce petit grain de sable (que chacun d'entre nous peut devenir) commençait vraiment à trouver qu'on le chauffait de trop. Il avait beaucoup parlé au fil des mois avec d'autres salariés sur les conditions de vie et de travail, sur ce « qu'on pourrait faire ensemble pour que ça change ». Tout ça sans aucune précipitation, en prenant le temps qu'il faut. Finalement, un beau jour de janvier, un petit tract tout simple, tout vrai, tout frais a éclos comme par miracle dans le casier de chaque salarié. Oh, rien d'extraordinaire, des revendications de base : *« 13ème mois. Augmentation salariale de 130 euros par mois. Stop à la précarité. Conditions de travail dignes. Retour à la mensualisation. »* des revendications suivies de deux questions basiques : *« Etes-vous satisfaits de vos revenus ? De vos conditions de travail ?»* et surtout d'une observation essentielle : *« N'oubliez pas ! Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux »*. Le tract se concluait par un rendez-vous sur le parking du chargement le mardi 1er février à partir de 6 h pour une grève de durée indéterminée.

La CGT, qui dans le Gers comme ailleurs, a besoin de se refaire une image après son sabotage de la lutte contre la réforme des retraites cet automne, a aussitôt réagi : un tract, pratiquement copie conforme du premier, a été publié par elle.

Au matin de ce 1er février donc, la grève a commencé avec un petit noyau de salariés, tous issus de la production et de la distribution. Le 4 février, la grève était arrêtée : le patron avait cédé sur ce qui, pour les grévistes, était une part importante des revendications : le 13ème mois. Pourquoi une victoire si rapide ? L'explication est simple : elle réside dans la méthode employée par les grévistes qui n'a laissé aucune place aux manœuvres habituelles qui permettent aux syndicats et au patronat de noyer le poisson.

Petite chronologie

Mais revenons sur les événements. La grève était à peine commencée depuis deux heures à l'aube du 1er février 2011 qu'à la surprise totale des grévistes (et manifestement aussi à celle de la direction) des policiers des Renseignements généraux débarquaient sur le site. La seule à ne pas avoir l'air surprise de cette arrivée, c'était la CGT. Vu les liens d'affection immédiatement noués entre la CGT et les RG (ils buvaient le café ensemble), il n'est pas difficile de deviner qui a appelé cette police politique… (Les gendarmes, appelés par la direction, ne sont arrivés que quelques heures plus tard, et, eux aussi avaient l'air surpris d'avoir déjà des collègues sur place). Cette arrivée policière intempestive n'a pas réussi à impressionner les grévistes : toute la production était arrêtée et un blocage avec des palettes empêchait tout chargement du stock par les camions. Tout de suite, les grévistes ont pris une importante décision : tout devait être décidé par l'assemblée des grévistes.

La direction ayant voulu négocier, une délégation de quatre grévistes est montée, mais avec la consigne de ne rien signer du tout sans en avoir référé à l'assemblée. Le délégué de la CGT, également présent « en haut », a essayé de « négocier ». La délégation lui a rappelé qu'il ne représentait pas les grévistes. Le patron a refusé de lâcher quoi que ce soit.

Le lendemain, le préfet avait

dépêché sur les lieux un grand chef de l'inspection du travail et un non moins grand chef de la direction départementale du travail… les gendarmes étaient présents eux-aussi…

Une délégation est remontée, toujours avec la même consigne, mais constituée de salariés totalement nouveaux par rapport à la veille. Quatre heures et demi de blabla patronal, et puis, au bout du compte, rien. Le soir, les grévistes ont dormi sur place, dans leurs voitures (par moins 5 degrés).

Le troisième jour, une délégation est également montée. Toujours avec les mêmes principes, mais totalement renouvelée. Elle a rappelé la décision de continuer la grève, a fait taire la CGT et a déclaré qu'il n'était pas question de parler des heures pour rien comme la veille. Le patron faisait mine de vouloir négocier sur les conditions de travail et la précarité (ça fait des années qu'ils doivent arranger ça ; promesses, promesses…) mais refusait toute mesure salariale. Et, pendant qu'en haut la pseudo-négociation commençait à traîner… en bas, un huissier était en train de distribuer les assignations pour le tribunal : les grévistes étaient convoqués au tribunal pour le lendemain (comme quoi, la justice sait être rapide…) avec des menaces d'astreintes de 1 000 euros par personne et par jour et avec la menace planante d'une charge de CRS.

Devant une telle attaque contre leurs droits élémentaires, les grévistes ont décidé de mettre fin aux négociations « en haut », de faire redescendre tout le monde (dont la CGT qui, pendant ce temps, s'apprêtait à signer on ne sait quoi) et de donner 5 minutes et pas plus à la direction, si elle voulait vraiment négocier, pour venir le faire, en bas, avec tout le monde, disant que faute de cela, il faudrait les déloger par la force. 5 mn après, la direction était en bas, et, après quelques nouvelles tergiversations auxquelles les grévistes répondirent en tournant le dos et en allant manger des merguez, elle cédait sur une partie des revendications, essentielle aux yeux des grévistes : la transformation d'une prime annuelle (représentant jusqu'à présent 1/3 du salaire) en 13ème mois plein, à quoi s'ajoutaient des engagements sur la précarité et la pénibilité. Elle retirait également les poursuites judiciaires.

Contents de ce qu'ils ont obtenu, les grévistes ont arrêté le mouvement ; mais, pas naïfs, ils restent soudés au cas où la direction voudrait prendre des mesures de rétorsion. Nous entendrons donc peut-être reparler de Nataïs, qui sait ?



Quelques leçons

Tout d'abord, un fait : comme le patron ne s'est pas privé de le dire dans la presse, les grévistes n'étaient qu'une minorité : une grosse quinzaine sur la trentaine d'ouvriers (auxquels s'ajoutent 70 employés et cadres). En soulignant ce petit nombre, le patron voulait peut-être indiquer que le mouvement n'était pas légitime, sans se rendre compte qu'il s'agit d'un terrain glissant : si 15 c'est peu, 1, c'est encore moins… Si le nombre fait la légitimité, le moins légitime, finalement, c'est lui.

Ensuite, cet exemple montre que ce n'est pas parce qu'on est minoritaire dans une entreprise qu'il faut se laisser faire, encore moins quand c'est sur la minorité en question que repose toute la prospérité de l'entreprise ! Elle l'a démontré facilement : dès qu'elle a cessé le travail, tout s'est arrêté ! Ajoutons que personne des « bureaux » ne s'est joint aux grévistes. Tant pis pour eux : les cadres se passeront de 13ème mois, ils ne sont pas concernés par l'accord de fin de grève. A moins qu'eux aussi se lancent dans une lutte.

Deuxième fait essentiel : la marginalisation des syndicats. Ici, il n'y en avait qu'un, la CGT. N'empêche, si la grève a pu être conduite avec succès, c'est parce qu'aucun pouvoir ne lui a été laissé. A l'inverse, le fait que toutes les décisions aient été prises par l'ensemble des grévistes a été la clef essentielle du succès. Le renouvellement total, jour après jour, des délégations a été également un facteur très important : aucune connivence ne pouvait s'établir, contrairement à ce qui se passe entre « professionnels du syndicalisme » et patrons. De plus, les grévistes (dont des adhérents de la CGT qui ont déchiré leur carte pendant le mouvement) ont compris quel était le jeu des syndicats institutionnels.

Ce qui s'est passé à Nataïs peut se passer partout, et, si ça se passe partout, ce sera en mieux et en plus fort. Il suffit que les « petits grains de sable » se décident à bouger, là où ils sont, intelligemment, tranquillement… La meilleure preuve de ce que nous avançons, c'est le déploiement de moyens totalement disproportionné : des policiers des renseignements généraux accourus en urgence et présents en permanence, des gendarmes très présents également, la menace d'une intervention des CRS, un responsable de l'inspection du travail accompagné d'un chef de la direction départementale du travail mobilisés pratiquement jour et nuit, une liaison permanente téléphonique avec le préfet (par ses représentants mais aussi par la CGT semble-t-il), un huissier, un tribunal prêt à juger les grévistes dans des délais records… tout ça pour à peine une quinzaine d'ouvriers qui revendiquaient des choses basiques dans un secteur pas du tout stratégique (à moins que le pop-corn soit devenu un enjeu international, avec Sarkozy, on ne sait jamais…) dans un coin de la campagne la plus profonde… Un tel déploiement de forces traduit une grande inquiétude : manifestement, le pouvoir craint la contagion…

P.

Anti LOPPSI 1, 2 et celles à venir…

Dans nos précédents numéros, sous le titre « La révolte des Gueux » nous nous sommes faits l'écho des premières manifestations contre la nouvelle loi de sécurité intérieure, ce fourre-tout liberticide. La lutte, multiforme, continue. Pour ceux qui la mènent, bien que souvent premières victimes de ce texte (qui vise en particulier toutes les personnes qui sont contraintes de vivre dans des logements précaires, logements que le pouvoir peut désormais détruire quand bon lui chante), elle ne saurait se limiter à cette loi. Tout le monde a bien compris que LOPPSI un, deux, ou les suivantes (qui seront encore pires) ne sont que des pièces de plus de la machine à opprimer. C'est contre toute l'oppression, contre toute l'exploitation qu'il faut se battre !

Le campement de la résistance pour la liberté

Un peu d'histoire

Depuis le 15 janvier maintenant, des êtres humains, nomades, sédentaires, vivant dans des habitats alternatifs ou non, se sont réunis sur un camp d'action et d'occupation. Ils dénoncent le fascisme institutionnel (comme en témoignent les nombreuses lois sécuritaires) mis en place depuis plusieurs années.

D'abord installés à la Prairie des Filtres, en pleine ville, les occupants du campement ont informé la population toulousaine des dérives sécuritaires. Ils ont appelé l'ensemble de la population à entrer en résistance pour la liberté, face à cet Etat totalitaire. Ils ont occupé la Prairie pendant 24 jours, bien que la mairie leur ait demandé à plusieurs reprises de partir. Ils sont restés. Ensuite, ils ont décidé par eux-mêmes ensemble, quand ils devaient partir. Puis, pendant sept jours, l'opération s'est déroulée en « campement invisible » avant de réapparaître publiquement dans le parc du Château du Mirail.

La vie politique du camp

Leur choix, ce sont des appels à se rassembler, c'est de créer ce lieu de solidarité et de le faire vivre, de défendre la liberté. Ils appellent à venir discuter, à se retrouver lors des assemblées générales ouvertes à tous. Chacun peut s'y exprimer librement et participer à des actions ou bien en proposer. La vie et l'organisation autour de ce camp sont décidées pendant ces AG.

Cette résistance populaire et autonome vit grâce aux personnes qui passent, à ceux qui restent, à ceux qui contribuent, qui créent, qui imaginent, qui réfléchissent ensemble.

La solidarité devient plus qu'un simple mot et prend alors tout son sens.

Le fait de se déplacer et se retrouver aujourd'hui dans le parc du Château de la fac du Mirail n'est pas un simple hasard. Cela permet : la diffusion de tracts et d'affiches (à la fac, dans les quartier populaires qui l'entourent), d'animer des conférence et débats dans les amphis, d'établir un contact avec les étudiants, de libérer la parole (du peuple, par le peuple, et pour le peuple), d'organiser des repas de quartier.

Leur devise *« Créer c'est ré-exister. Ré-exister c'est créer. »*

N'hésitez pas. Passez, quelques minutes, quelques heures, quelques jours (ou plus) au Campement de la résistance pour la liberté !

Répression policière Témoignage

Je voudrais témoigner de l'agression policière que j'ai vécue hier, lors du rassemblement de soutien pour le procès de Tom et Léa à la Cour d'appel de Toulouse. On nous a tout d'abord interdit l'entrée. Pourtant, l'audience est, de droit, publique.

Puis, alors que nous étions rassemblés pacifiquement devant les grilles du tribunal, nous nous sommes fait charger par la compagnie de CRS qui bloquait l'entrée. Ils ont entrepris de « s'occuper » des manifestants à coups de matraque.

À ce moment, nous nous sommes assis sur le sol, à l'image de notre pacifisme et de notre non-violence, l'état d'esprit dans lequel nous étions venu soutenir Tom et Léa.

Les CRS ont quand même lancé une grenade à déflagration et deux lacrymos.

Je tiens à signaler que des enfants, même des nourrissons, étaient présents et jouaient tranquillement pendant ce rassemblement pacifiste. Notamment les deux filles d'un couple d'amis avec qui nous étions venus.

Je reste très choquée d'avoir vu ces enfants terrorisés par la violence de la scène, de les avoir vu pleurer en demandant « Pourquoi » ? Depuis quand s'en prend-on à des enfants ?

Peut-être depuis que les forces de l'ordre se permettent de passer leurs nerfs sur le peuple. Frustration mal gérée ou manœuvre planifiée visant à inverser les rôles en troublant l'ordre public ? Et faire pencher la balance d'un jugement…

Marie

Vendredi 18 février 2011

Réponse solidaire Témoignage

Le jeudi 17 février lors du rassemblement de soutien à Tom et Léa, Bruno un défenseur de la liberté présent à cette manifestation, s'est fait arrêter. Comparution immédiate et 3 mois ferme à son égard pour jet de bière (sans la cannette) sur les forces dites de l'ordre. On ne savait pas que les CRS étaient allergiques à ce point à la bière : si ça se confirme, il faudra leur en interdire toute consommation ! (on peut voir les images de cette arrestation sur http://www.youtube.com/watch?v=Ky7iWMGuugE). La justice est plus rapide contre les pauvres que dans l'affaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris (combien d'années que ça traîne, déjà ?)

Alors que l'Élysée et toutes les

sphères du pouvoir sont remplis d'individus ayant eu, plus ou moins (et plutôt plus que moins) des affinités avec les pires dictateurs de la planète (les Kadhafi, Ben Ali, Moubarak et autres monstres sanguinaires...), alors que ces liaisons leur ont rapporté des milliards d'euros ; alors qu'ils ont par conséquent, eux aussi, de ce sang sur les mains. Ils ne sont ni jugés, ni arrêtés et continuent d'exercer en tant que ministres ou présidents !

Les forces dites de l'ordre sont les mêmes partout. Dès que le peuple se bat pour la liberté, alors elles le tabassent et cela sur les ordres des gouvernements corrompus.

Le vendredi suivant, en solidarité avec Bruno, nous étions une bonne trentaine de personnes à nous rassembler devant la prison de Seysses ; des hommes et des femmes du Campement de la résistance pour la liberté, quelques un de leurs amis et quelques militants de la CNT-AIT.

Départ place de la Libération (tout un programme !), direction la prison.

Tous le long de cette marche pour la liberté, des tracts ont été distribués, des discussions se sont nouées avec toutes les personnes que l'on a pu rencontrer.

Cette démarche a été bien reçue par les personnes que nous avons croisées ! C'est accompagnés par beaucoup de sourires et des mots de sympathie des habitants et dans une ambiance décontractée que sommes arrivées devant la prison. Aucun CRS en vue, quelques gendarmes présents, ici et là, ils n'avaient pas l'air au courant de notre arrivée.

Nous avons commencé à sortir le matériel de propagande révolutionnaire : guitare, harmonica, mégaphone, et camion sono (pas celui de la CGT !). Nous avons chanté et crié notre solidarité. Nous étions présents pour nos amis, les prisonniers, privés de liberté enfermés injustement. « A BAS LES PRISONS ». D'autres personnes ayant des amis ou de la famille en prison se sont arrêtées à nos cotés, ont passé leur message au mégaphone, et nous ont remercié de notre présence. Et nous avons continué...

« C'est brique par brique, mur par mur, que nous détruirons toutes les prisons ».

« Un peu partout le peuple s'unit et défend la liberté ».

« Nous sommes la pour vous ».

Des poings se sont levés, de la musique a vibré. L'émotion se ressentait, et cela autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison.

Nous sommes restés ainsi plusieurs heures. Puis vint l'heure du départ de la prison et du retour vers la place de la Libération. A bientôt, courage, on pense à vous, on lâche pas le morceau.

Vive la résistance populaire autonome.

Vive la révolution.

Bernard



LE CAMPEMENT, PRAIRIE DES FILTRES

Que reste-t-il de la lutte que nous avons menée en 2010 ?

Pendant trois semaines, nous avons réfléchi ensemble, débattu démocratiquement ensemble pour élaborer nos revendications. Nous avons manifesté, distribué des tracts, bloqué des routes, fait plein d'actions que nous avions réfléchies et décidées lors de nos assemblées générales. Parmi nous régnaient l'entraide et la solidarité, la clinique était pleine de discussions, animées et riches de sens, nos actions étaient joyeuses, pleines de chants, de musiques et de danses. Nous étions pleins d'entrain et d'espoir. Nous étions tous égaux, car nous nous battions pour le respect de notre dignité, plus de justice, plus d'égalité. Nos appels à la solidarité étaient entendus et nous nous sentions très forts. Après trois semaines de lutte, une faible minorité d'entre nous, après une longue et âpre discussion, votait la fin de la grève, en acceptant les accords négociés par nos délégués. Beaucoup d'entre nous trouvaient que ce texte n'était pas clair et ne répondait que partiellement à nos revendications. La grève finie, chacun est revenu à ses anciennes habitudes, finies les discussions en assemblée, finie l'entraide, oubliée la solidarité. Chacun pour soi.

En ce début d'année, que reste-t-il de notre beau mouvement ?

Nos conditions de travail se détériorent chaque jour, notre dignité est bafouée, les rapports avec l'encadrement son exécrables, nos salaires enfin…

Est-ce un hasard si tant de salariés, parfois anciens dans la clinique, ont décidé d'aller tenter leur chance ailleurs ? Est-ce un hasard s'ils sont systématiquement remplacés par des CDD ou des intérimaires ? Les patrons ont retrouvé toute leur morgue, leur arrogance. La force est de leur côté. Mais leur force n'est que la conséquence de nos divisions. Libérons nos paroles, discutons ensemble de nos problèmes, soyons solidaires, et nous serons respectés.

Celui qui se bat peut perdre,
mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu

Un ancien des Chaumes,
militant anarchosyndicaliste CNT-AIT

POUR LA CULTURE & contre la violence

Voici au moins un titre avec lequel tout le monde sera d'accord ! Qui, en effet, oserait se prononcer contre un tel programme ? La « *culture* », en effet, tout le monde est pour. La « *violence* », tout le monde, ou presque, est contre. Le temps semble bien lointain ou un général, dans la plus fameuse des universités espagnoles, à la face du monde et le pistolet à portée de main, pouvait résumer en quatre mots d'une rare violence le programme de la droite nationale et hurler « *Mort à l'intelligence* ! »*[1]. Aujourd'hui, au contraire, même les fascistes se parent des vertus de la « *culture* » et il n'est pas jusqu'au primitiviste le plus intégriste qui ne se réclame d'une culture… primitive bien sûr. La gauche et l'extrême-gauche ne sont pas en reste sur ce point, qui font la part belle à ce qu'elles appellent la « *culture* » dans leurs projets électoraux.

Une telle unanimité devrait pour le moins surprendre. Il n'en est rien : cet accord affiché, ce consensus quasi-obligatoire constitue une excellente façon d'éviter de se poser la moindre question et de clore tout débat avant même qu'il ait commencé. Il y a pourtant beaucoup à dire, et sur la culture et sur la violence. Dans cet article, nous nous consacrerons au premier terme et nous laisserons le second pour une éventuelle prochaine fois (d'autant qu'il a déjà été abordé dans ces colonnes).

UNE UNANIMITÉ SUSPECTE

Au fond, si tout le monde est pour « *la culture* », c'est que, d'une part, ce terme a acquis dans les sociétés développées un prestige indéniable et surtout que chacun peut trouver son compte dans la confusion qui résulte de son extrême polysémie : peu de mots en effet ont autant de sens et peuvent correspondre à des concepts aussi variés - parfois même des concepts aussi contradictoires ! Pour complexifier le tout, ajoutons que les différentes acceptions du terme, les différents concepts auxquels il renvoie peuvent avoir des caractéristiques qui leurs sont propres. Mais la confusion est telle qu'avec la plus grande fréquence, le mot « *culture* » est employé dans un sens en lui attribuant les caractéristiques d'un autre sens.

En quelque sorte, et pour donner un exemple sous forme de boutade, disons qu'on nous fait souvent prendre les ***vessies de la tradition*** pour les ***lanternes de la connaissance***.

A cela s'ajoute que le mot « *culture* » a acquis ces dernières années une charge émotionnelle intense et que tout ce qui est vécu comme une « *atteinte à ma culture* » provoque des réactions épidermiques.



Face à la confusion sémantique involontaire des uns, à la manipulation calculée des autres, à l'émotion pulsionnelle de la majorité, il est temps que la pensée rationnelle (un des concepts auquel le mot culture renvoie…) tente de se fraye un chemin dans ce marigot.

MAIS DE QUELLE CULTURE ME PARLEZ-VOUS ?

Rappeler, comme cela a été fait quelques lignes plus haut, la polysémie du terme, c'est d'emblée souligner que toute tentative de définition sera délicate et toute classification artificielle. Bien que l'espace disponible dans ce bimestriel soit très limité, ce qui oblige à abandonner bien des nuances, il est possible de distinguer au moins quatre grand sens.

1.- Habitudes & folklores

Le premier grand type de contenu du mot culture regroupe ce que l'on pourrait appeler tout simplement les « *façons de faire* », les habitudes. Par exemple, la cuisine. A ce titre, les « *Mille et une recettes de la choucroute* » font partie du patrimoine culturel sinon de l'humanité du moins de l'Alsace. Le « *petit noir* » convivial, après le repas du midi, est lui aussi un trait culturel, plus commun dans l'ensemble du pays. On peut multiplier les exemples. Le code de politesse en vigueur en est un. Voici, pour illustrer ce dont on parle ici, une petite histoire qui a laissé des souvenirs cuisants à moult méridionaux qui, jusqu'aux années 1960, quand ils montaient pour la première fois dans une rame du métro à Paris, lançaient à la cantonade un tonitruant « *Bonjour tout le monde* », ce qui provoquait inévitablement l'hilarité des indigènes (en l'occurrence, les parisiens). C'est que, dans le Midi, il y a cinquante ans seulement, ne pas saluer tout le monde en montant dans l'autobus aurait été se comporter en barbare ; le faire à Paris, c'était à l'inverse manquer totalement de culture. Ce ne sont là que trois exemples parmi des milliers d'autres. Comme l'ont fait remarquer il y a bien longtemps des sociologues comme Tylor, la définition énumérative de ce

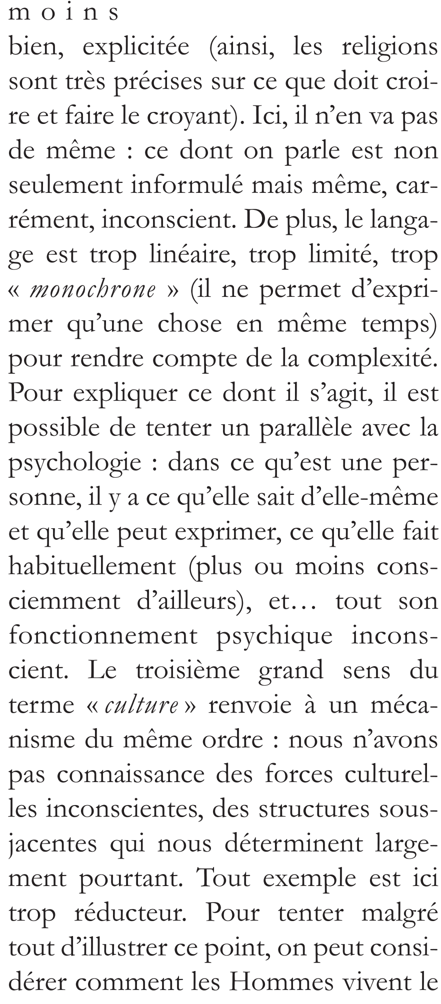
qu'on entend par « *culture* » est ouverte à l'infini et englobe tous les segments de vie sociale qui n'ont pas un caractère strictement individuel. De ce point de vue, tout est culture, ou presque. Cependant, ces habitudes, pour culturelles qu'elles soient, sont généralement assez évolutives, voire labiles : elles sont variables dans le temps et dans l'espace, même à l'intérieur d'une société relativement homogène. Elles se sédimentent parfois sous la forme de folklore et *« évoluent dans un plan autonome qui est indépendant de la géographie, de l'organisation politique, de l'organisation diocésaine, de la différenciation économique, du dialecte »* (Van Gennep, inventeur de la science folkloriste).

2.- Coutumes & traditions

On peut regrouper sous les termes de coutumes et de traditions des traits culturels qui ont plus de permanence et de force et qui peuvent éventuellement embrasser des pans entiers de l'existence. Toujours en vrac, parce qu'ici non plus la liste n'a aucun caractère limitatif, on peut citer : les mœurs sexuelles et les rapports de genre, les croyances et les religions bien sûr, mais aussi l'organisation sociétale que l'on peut déchiffrer à la fois dans ce qu'une société affiche (démocratie parlementaire…) et dans ce qu'elle est réellement (à travers la répartition du pouvoir et des richesses…). C'est pourquoi, font partie de la culture de l'humanité, des situations aussi intéressantes que les sociétés amérindiennes sans Etat, l'Agora athénienne ou les Collectivisations de la révolution libertaire espagnole mais aussi des pratiques aussi abominables que l'excision, la traite des noirs, le dépeçage des condamnés à mort dans la Chine traditionnelle, les camps de concentration ou le capitalisme. Thomas Mann, à l'aube de la guerre de 1914-18, l'avait déjà écrit*[2] *« …la culture n'est assurément pas l'opposé de la barbarie. Bien souvent, elle n'est au contraire qu'une sauvagerie d'un grand style … La culture est fermeture, style, forme, attitude, goût, elle est une certaine organisation du monde, et peu importe que tout cela puisse être aventureux, bouffon, sauvage, sanglant et terrifiant. La culture peut inclure … des sacrifices humains, des cultes orgiastiques, l'inquisition, des autodafés, des danses rituelles, de la sorcellerie, et toute espèce de cruauté… ».* Nous sommes bien d'accord.

3.- Structures sous-jacentes

Le troisième grand sens que prend le mot culture est bien plus difficile à saisir que les deux qui précédent.



Quand on parle des habitudes, le fait culturel peut être facilement rapporté. Quand on se situe dans la tradition, l'organisation de référence peut être, plus ou moins bien, explicitée (ainsi, les religions sont très précises sur ce que doit croire et faire le croyant). Ici, il n'en va pas de même : ce dont on parle est non seulement informulé mais même, carrément, inconscient. De plus, le langage est trop linéaire, trop limité, trop « *monochrone* » (il ne permet d'exprimer qu'une chose en même temps) pour rendre compte de la complexité. Pour expliquer ce dont il s'agit, il est possible de tenter un parallèle avec la psychologie : dans ce qu'est une personne, il y a ce qu'elle sait d'elle-même et qu'elle peut exprimer, ce qu'elle fait habituellement (plus ou moins consciemment d'ailleurs), et… tout son fonctionnement psychique inconscient. Le troisième grand sens du terme « *culture* » renvoie à un mécanisme du même ordre : nous n'avons pas connaissance des forces culturelles inconscientes, des structures sous-jacentes qui nous déterminent largement pourtant. Tout exemple est ici trop réducteur. Pour tenter malgré tout d'illustrer ce point, on peut considérer comment les Hommes vivent le temps en fonction des différentes cultures. Dans les cultures occidentales, c'est *« …une contrainte extérieure, qui étend ses tentacules dans tous les plis et replis de nos actes les plus intimes »**[3] et qui structure tous nos systèmes de pensée et d'action, au-delà de ce que nous pouvons percevoir. D'autres cultures ont un vécu du temps totalement différent. Quand un gestionnaire américain déclare qu'il lui faut aller vite car il n'a pas le temps et qu'un Africain lui répond *« Si tu n'as pas le temps, alors c'est que t'es déjà mort »*, il ne s'agit pas d'un simple mot d'esprit mais bien d'une réflexion qui repose sur une différence culturelle profonde.

4.- Science, arts, civilisations

Le quatrième sens est un grand ensemble dans lequel la « *culture* » résulte de l'intelligence, de la sensibilité, de la réflexion, du savoir critique, de la capacité de création humaine.

Un théorème, une symphonie, un traité de philosophie, un ensemble architectural, la découverte de la double hélice de l'ADN, un tableau, une encyclopédie, un roman… constituent ici les faits de culture. Le mot culture peut, dans ce sens, renvoyer à celui de civilisation (un mot qui, curieusement, a largement disparu du discours public, alors qu'il le dominait voici peut-être un siècle). Ici donc, la « *culture* » se rapporte à des créations humaines qui peuvent atteindre au sublime, qui font du genre humain quelque chose de si particulier parmi tout le vivant, et qui englobent même l'humour et l'auto-dérision (« *La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié* »).

COMMENT ÇA S'ARTICULE ?

Après avoir défini ces quatre grands sens, il est nécessaire d'étudier les valeurs qu'ils portent et l'agencement des uns avec les autres.

Tout d'abord, il y a lieu de remarquer qu'il existe des liens entre les différentes définitions retenues (d'autant que, comme toute classification, elle a une part d'arbitraire). La définition qu'on pourrait qualifier d'anthropologique (la troisième) est à la base autant de la quatrième (la production intellectuelle et artistique) que des deux premières (les habitudes et les coutumes). Mais, il ne s'agit ni d'une liaison totalement rigide (une même structure sous-jacente – celle commune en Europe par exemple - peut aboutir à des habitudes, coutumes et langues qui ont des différences notables, alors même qu'elles peuvent converger sur d'autres points) ni d'une liaison qui leur assure la pérennité (il suffit d'observer la vitesse à laquelle les traditions les mieux établies évoluent*4).

C'est le quatrième sens qui donne au mot culture tout son prestige : on comprend sans peine que l'esprit des Lumières a atteint un rayonnement universel que n'atteindra jamais l'art, aussi subtil soit-il, de montrer le haut de son caleçon dans la rue*5. Aussi ce quatrième sens du mot culture est-il le rempart derrière lequel s'abritent malhonnêtement ceux qui veulent valoriser les autres sens du mot. Utiliser la portée symbolique et intellectuelle du mot culture pris dans son quatrième sens pour valoriser des comportements qui sont de l'ordre des habitudes, coutumes et traditions est une escroquerie. Burckhardt l'avait fort bien écrit : *« La culture désagrège en permanence l'Etat et la religion sauf lorsque ces deux dernières l'ont assujetti totalement »*. Désagréger l'Etat et la religion (c'est-à-dire, ce qui correspond en grande partie aux habitudes, coutumes, traditions), tel est à notre avis, le rôle de la culture. Quand, à l'inverse, la culture sert à asseoir le pouvoir, c'est quelle est totalement asservie. Sur ce point ajoutons en passant que la « *culture capitaliste* » a largement converti l'effort individuel et collectif d'assimilation de la culture (et c'est cet effort qui transforme individus et sociétés) en simple consommation culturelle (qui elle n'a jamais transformé quoi que ce soit), en spectacle.

En ce qui concerne le troisième sens, c'est de lui qu'ethnologues et anthropologues parlent quand il nous disent, qu'il n'y a pas d'humanité sans culture, et que la compréhension de sa dimension culturelle est indispensable à la compréhension de l'autre (et de soi), conclusions avec lesquelles nous sommes d'accord. Mais, tout comme avec la définition précédente, il ne s'en suit pas que si la culture, au troisième sens que nous lui avons donné, est essentielle à l'homme, la culture eaux deux premiers le soit également. Que le rapport entre extérieur/intérieur (par exemple : qu'est-ce que, dans une culture, un individu considère comme faisant parti de lui-même – s'il existe en tant qu'individu - et qu'est-ce qu'il considère comme étranger à lui ?) soit une donnée indispensable à saisir pour l'inter-compréhension est une évidence sur ce plan ; la question de savoir si la « *culture* » veut qu'on trempe son croissant dans son café au lait ou pas, qu'on porte le tchador ou pas, n'a rien à voir avec cette dimension. Assimiler ces différents sens du mot culture pour leur donner une portée anthropologique est une escroquerie de plus.

Deuxième remarque : ce n'est pas parce que c'est essentiel, fondateur, anthropologique que c'est respectable et qu'il faut le conserver. Au contraire même. Et cela pour au moins deux raisons. D'abord parce que *« … les œillères imposées par la culture limitent en général notre vision du monde aux bornes qui sont les siennes »**3 et que, par voie de conséquence, si on veut comprendre « l'autre », il est indispensable de commencer par tenter de s'enlever les œillères (sous peine d'interpréter totalement de travers la culture de l'autre). Ensuite et surtout parce que les structures sous-jacentes, inconscientes d'une culture peuvent être tout à fait mortifères. C'est pleinement le cas de la culture occidentale actuelle : les traits culturels plus ou moins inconscients qui nous façonnent (notre rapport à l'espace, au temps, à la vie, à la mort…) sont largement responsables de la destruction de la planète. Ce n'est pas la première fois qu'une culture, respectant ses valeurs fondamentales, s'autodétruit (les habitants de l'île de Pâques se sont exterminés entre eux). C'est la première fois que, cumulant un énorme potentiel technologique et une culture mortifère (qui s'exprime à travers coutumes, habitudes, pratiques…) cette destruction peut concerner l'ensemble de la planète.

Quant aux deux premiers sens du mot culture, on observera qu'alors qu'il ne s'agit que de simples habitudes, de coutumes, le pouvoir politico-financier cherche à les imposer comme autant de faits qu'il est pratiquement interdit de contester (et souvent, interdit tout court) et qui sont présentés comme la « *culture* », l'essentiel de ce qui définirait notre groupe humain (ou tel autre groupe). Nous avons vu qu'il n'en est rien. Il faut savoir débusquer derrière ce tour de passe-passe malsain la volonté de ceux qui veulent nous imposer, pour des raisons diverses, un repli identitaire et qui ne parlent, d'interculturalité que pour mieux nous enfermer dans ce que eux-mêmes ont défini, avec le plus grand arbitraire, comme devant être « *notre* » culture. Les politiques linguistiques régionalistes, imposées voici quelques décennies par la commission de Bruxelles, sans la moindre consultation préalable des populations, financées de façon indécente par l'Europe, soutenues et financées, faut-il le rappeler, par la totalité des forces politiques en France*6, participent de cette logique d'enfermement, de cloisonnement. On peut en dire autant du repoussant faux-débat sur « l'identité nationale » et de celui qui se prépare sur l'Islam.

Plusieurs conclusions s'imposent d'elles-mêmes après ce tour d'horizon trop rapide. D'abord, même couvert par le mot « *culture* » un fait abominable, stupide, gênant ou simplement inutile n'en devient pas respectable pour autant et n'a donc pas à être respecté. Deuxièmement, que les libertaires doivent dénoncer le repli identitaire, quels que soient les oripeaux dans lesquels il se dissimule. Troisièmement que le développement de la culture (au quatrième sens) doit

être un objectif pour tous les libertaires, une culture, rappelons-le, dont l'objectif est de dynamiter les coutumes, traditions, habitudes, et autres prêts-à-penser idéologiques*7 que les forces d'oppression, les obscurantistes de tout poil cherchent inlassablement à nous imposer. Enfin, qu'ils devraient poursuivre leurs efforts pour mieux comprendre les soubassements des cultures afin d'en débusquer les caractères mortifères et de les faire évoluer. Au total, pour citer Hall une dernière fois, « *Les vraies expériences interculturelles vont dans le sens d'un dépassement de la culture inconsciente et un changement de soi.* », autrement dit il ne s'agit pas tant de « préserver » un fond culturel largement critiquable que de l'analyser, de tenter de le faire évoluer pour qu'il permette de penser le monde d'aujourd'hui autrement qu'avec des « réflexes » culturels qui nous viennent des profondeurs de la préhistoire.

Culturix Sans Frontière

_1.- Le 12 octobre 1936, le général franquiste Millan-Astray interrompit la critique sévère qu'était en train de faire le philosophe Miguel de Unamuno (pourtant lui-même rallié à Franco) du cri « *Vive la mort* » qu'un fasciste avait fait raisonner en plein cœur de l'Université de Salamanque, en éructant à son tour un obscène « *Mort à l'intelligence* ». Des versions variées (et réécrites) de cette scène ont été diffusées dans l'objectif d'atténuer le crétinisme fasciste _2.- En soulignant l'opposition possible entre la notion de culture et celle de civilisation, les deux termes étant loin d'être synonymes, même s'ils se rejoignent dans ce que nous proposons en quatrième définition. _3.- Hall, « *Au-delà de la culture* ». Les réflexions développées ici doivent beaucoup à cet auteur que chacun peut lire avec bénéfice. _4.- Bien qu'elles cherchent à donner une impression d'immuabilité, les coutumes et traditions sont totalement évolutives. Ainsi, la religion catholique telle qu'elle est labellisée aujourd'hui n'a que peu à voir, au niveau des croyances, avec ce qu'elle était il y a à peine deux mille ans. Les langues elles-mêmes sont d'une grande instabilité : non seulement elles se donnent naissance les unes aux autres, mais, même dans ce qu'on considère être une langue stable, les variations sont énormes. Essayez simplement de lire Rabelais en version originale… _5.- Cette mode peut prêter à sourire. N'empêche qu'elle peut s'analyser comme un trait de la culture urbaine adolescente de ce début du troisième millénaire… Peut-être un universitaire a-t-il déjà écrit une thèse sur le sujet… _6.- Pour l'instant, le FN ne manifeste pas encore de soutien à ces politiques, ce qui n'empêche pas ses leaders de se revendiquer de la Bretagne ou de telle ou telle « belle province de notre beau pays ». Quant aux autres partis, pour l'essentiel, ils ne sont pas gênés par les contradictions et, bien qu'affichant un nationalisme français de bon aloi, ils financent à travers les collectivités territoriales qu'ils dirigent tous les régionalismes. Le tout étant d'enfermer la population dans des « cases » aussi petites que possible… _7.- Qui voudra avoir un exemple du prêt-à-penser idéologique dominant présenté sous une colorisation « révolutionnaire » n'aura qu'à lire quelques numéros d'« *Alternative libertaire* » qui constitue un modèle du genre.

KEYNESIANISME, SOCIAL-DEMOCRATIE :

L'IMPASSE ?

Le capitalisme est en proie à une crise qui dure maintenant depuis près de quarante ans.

La crise de 1974 montra l'essoufflement des interventions de l'État connues sous le non de *« médication keynésienne »* pouvant se résumer à :

1.- Nationaliser des secteurs de l'économie en très grande difficulté. Ne pouvant résister à la concurrence et ne dégageant peu assez ou aucun bénéfices, ils sont purement et simplement transformés en des monopoles d'État (banques, automobile, bâtiment...) pour pallier aux insuffisances du secteur privé. Rappelons que la concurrence dans le capitalisme aboutit à la phase oligopolistique et monopolistique par cet effet de la centralisation consciente (trusts, cartels) qui s'accélère avec la crise - *« un capital en tue beaucoup d'autres »**1.

2.- User massivement de l'emprunt et du crédit contre des intérêts, émettre de la monnaie pour financer les besoins afin de stimuler la croissance. Cela gonfle, certes, le déficit public, mais il s'atténue avec les recettes fiscales.

3.- Impulser une politique de grands travaux (autoroutes, logements, écoles...), développer la production d'armements (pour se préparer aux conflits impérialistes) et appuyer la recherche scientifique, etc.

Cette médication keynésienne fut appliquée pour la première fois aux États-Unis, via le New-Deal en 1934 pour répondre à la crise de 1929*2 et à la grande dépression des années 30*3, mais également contre le laissez-faire qui consistait à s'en remettre passivement aux lois du marché.





Cette médication rompait alors avec cette théorie économique bourgeoise voulant que l'équilibre de l'offre et de la demande se restaure par le va-et-vient de l'inflation et de la déflation. La médication keynésienne n'a fait que simplement

la réinterpréter en partant du point de vue que la consommation détermine la production. Le capitalisme ne sera jamais basé sur les besoins des Hommes et des Femmes, mais uniquement sur sa propre valorisation qui est sa raison d'être. L'accumulation ne peut se réaliser qu'en capitalisant la plus-value par la vente des marchandises. En d'autres termes, *« une quantité donnée de capital doit engendrer une quantité supérieure »*[*4]. Les dépenses de l'État furent élevées pour répondre au besoin et au défaut d'accumulation, permettre d'obtenir de nouveaux marchés pour garantir l'expansion du capital et tout particulièrement du secteur privé qui doit nécessairement se poursuivre hors du cadre national devenu étroit ; bien qu'il soit un facteur stable.

Contredisant la théorie de l'allocation optimale des ressources d'Adam Smith et infirmant la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, le problème de la surproduction chronique illustre ce trop plein de capacités productives impactées par les bouleversements techniques et scientifiques, modifiant la composition du capital organique. Ce trop plein n'est rien d'autre que la suraccumulation résultant de la limite même de l'accumulation du capital. Précisons que les grands capitalistes peuvent momentanément, avec leur quantité de capitaux, se permettre une baisse du taux de profit lors de l'accumulation. Si cela devait perdurer dans le temps, l'existence du capitalisme se poserait donc. De plus, quand une grande puissance occidentale ne réussit pas à maintenir un taux de profit suffisant pour assurer la rente et l'expansion du capital, la guerre est une des solutions appropriées : médication keynésienne ou pas ! Cette médication s'accompagnant du *« Plan Marshall »*[*5] n'aurait jamais pu engendrer la période dite des Trente Glorieuses sans la Seconde Guerre mondiale et ses destructions considérables physiques et monétaires de capital. Ce conflit avait permis de reconstituer une base de départ pour un nouvel essor : croissance de la production et du commerce, forte stabilité sociale avec le plein emploi[*6] et prépondérance de la classe moyenne. Autrement dit, l'accumulation repartait de plus belle et même assez rapidement[*7]. Il y a



donc bien cette séquence crise → dépression → guerre → reconstruction. C'est une vérité à laquelle il paraît très difficile de regimber. Néanmoins ce qui fut possible une fois ne saurait l'être *« ad vitam aeternam »*, la médication keynésienne ne fait aucunement exception à cette règle. Car une économie ne peut se maintenir que temporairement par le déficit public ou le crédit pour répondre au manque de solvabilité. A long terme, une catastrophe se produit fatalement. De surcroît, le capitalisme n'est pas un mode de production statique. Il a besoin de la crise comme d'un mal nécessaire pour changer de forme : *« se restructurer pour continuer à exister grâce au travail aliéné générateur de plus-value qui par la médiation de la propriété privée s'avère être l'essence même du mode de production capitaliste. »*

Le signe avant coureur de la crise de 1974 fut la stagflation aux États-Unis en 1965. Dans les grands pays industrialisés de l'ancien bloc de l'Ouest, les capitalistes étaient confrontés à une diminution de la production industrielle[*8], une baisse importante du taux de profit[*8] et une augmentation des prix à la consommation[*10] ; corrélativement, l'inflation galopait et le chômage redevenait massif*11. Dès lors, le libéralisme*12 a de nouveau eu le vent en poupe, il sonnait le glas de la médication keynésienne et de son « welfare state » (État-providence). Les libéraux ont accéléré la mondialisation, dans laquelle la circulation des capitaux et des marchandises ne doit rencontrer aucun obstacle comme le protectionnisme, par exemple. Pour y parvenir, ils ont imposé une révision des accords internationaux de juillet 1944 *(« Bretton Woods »)* et d'après-guerre[*13]. Cette dérégulation signifiait un affaiblissement puis un démantèlement du cadre national et une division internationale du travail[*14], allant à son terme avec ses transferts de secteurs de production (le textile, la sidérurgie...) vers « le Tiers-monde », tandis que d'autres étaient abandonnés à l'instar de l'industrie charbonnière. Des pays tels que la France et les États-Unis poursuivaient leur tertiarisation. Les différents gouvernements des pays occidentaux réussissaient à briser les reins de la classe ouvrière, annihilant au passage son identité. Ils en profitaient également pour dégrader l'ensemble de la condition salariale. Cela se traduisait par une recherche toujours plus accrue des gains de productivité et une amplification de la concurrence *« à son plus haut degré l'asservissement réciproque où se tiennent les hommes. Elle est la grande force motrice qui tient toujours en activité notre ordre ou plutôt notre désordre social, vieux et débile. »*[*15]

Cette même concurrence avec les coûts de production contribue à fixer les prix des marchandises, notamment la valeur de la force de travail. Lorsque les prix de vente sont élevés et qu'en proportion inverse les salaires ne suivent pas pour cause de stagnation, de rognage sur la part indirecte[*16] ou sont portés à un taux minimum (SMIC) pour juste de quoi assurer la repro-

duction de la force de travail, la consommation ralentit et se trouve au point mort. Certes, le taux d'exploitation peut être plus important pour escompter restaurer la rentabilité du capital. Mais ce n'est guère suffisant et la récession atteint sa limite. Si l'accumulation du capital d'un côté signifie l'accumulation de la misère de l'autre, les capitalistes ne peuvent se permettre qu'elle soit endémique, puisqu'elle peut susciter des convulsions sociales et les menacer à terme ; surtout, si l'inflation, qui peut s'avérer être fort utile pour réduire la dette*17, comme sous l'ère du duo Ronald Reagan & Margaret Thatcher, aboutit à l'hyperinflation*18 lorsqu'elle n'est plus du tout maîtrisable.

Du crédit, encore du crédit et toujours du crédit et le capital est sauvé ?

Le crédit joue en effet un rôle très important dans le développement du capitalisme, qui s'est amplifié avec l'avènement du capital financier*19. Le crédit est l'existence idéale de l'argent qui est ce médiateur de l'échange. Son utilisation peut permettre de surmonter les difficultés rencontrées au cours de l'accumulation, mais de façon temporaire en définitive. Il est aujourd'hui la dernière chance du capitalisme tel un serpent se mordant la queue jusqu'à ce que ça lui soit fatal. En attendant, la situation, déjà fort mauvaise aux États-Unis, s'est dégradée avec *« les subprimes »* : ces actifs immobiliers dépourvus de valeur qui étaient financés par le crédit avec un taux de remboursement fluctuant au gré de l'inflation et au final non payable par plusieurs millions de ménages, car la part du remboursement se montait à une proportion trop importante de leurs revenus. On s'est retrouvé dans le même cas de figure que lors de la crise de 1929 (excepté le protectionnisme) : 1) l'interdépendance du système bancaire ; 2) la crise de confiance (s'étant décuplée, puisque la mondialisation a fait que toutes les économies nationales sont imbriquées les unes aux autres). En 2008, les bourses ont perdu des sommes astronomiques*20.

Certaines banques ont purement été nationalisées. Afin d'éviter la répétition de la crise de 1929 qui aurait pu être bien pire sur le coup, les États ont été contraints d'intervenir en prêtant massivement de l'argent pour sauver les banques et les entreprises de la faillite. Mais leurs déficits se sont encore plus aggravés, ils sont maintenant abyssaux et par là-même plombent la reprise de la croissance. Ce ne sont pas les différents sommets internationaux (G4, G7, G8, G10, G16, G20...) qui vont changer grand chose pour l'instant, car les faits sont têtus. En 2010, la dette publique mondiale se chiffrait à 35 117 milliards de dollars. D'ici 2012, celle-ci pourrait représenter 125 % du PIB pour les États-Unis et l'Union Européenne, 270 % du PIB pour le Japon ! La faillite par l'effet domino de tous les États est envisageable et les plus menacés par ordre de probabilité sont : l'Islande, la Bulgarie, la Lituanie, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la Lettonie, la Roumanie, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Irlande et la Hongrie.

C'est pourquoi : 1) Les capitalistes doivent retrouver une accumulation convenable pour permettre les investissements et rester compétitif tout en réduisant la dette. Cela soulève le problème de la rente car les capitalistes forment une classe voulant maintenir ses intérêts. 2) Paradoxalement, les capitalistes se livrent à une concurrence acharnée entre eux pour avoir le plus de profit possible, mais toujours au détriment de la force de travail. Par conséquent, cette même concurrence accentue la centralisation des capitaux qui suppose la concentration. Dès lors, les capitalistes les plus faibles sont éliminés.

Formulons trois hypothèses. 1) Le capitalisme va-t-il inaugurer un « chaos » généralisé qui pourrait préfigurer un retour de l'accumulation primitive (sauvage) ? 2) Choisira-t-il au contraire d'épouser l'écologie avec le consentement de la prochaine gouvernance mondiale ? 3) N'est-il pas condamné à s'autodétruire ? Évitons en tous cas de tirer des conclusions trop hâtives.

Paul Anton

NOTES -1._ « Le capital monopolistique d'État » Paul Mattick. -2._ Krach boursier de Wall Street entre le jeudi 24 octobre et le mardi 29 octobre 1929 entraînant la ruine de millions d'épargnants aux Etats-Unis. -3._ Le PIB américain fut divisé par deux. Quinze millions de chômeurs et 1/3 de la population sombraient dans la pauvreté. -4._ *« Le nouveau capitalisme et l'ancienne lutte de classes »* Paul Mattick. -5._ Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État Georges Marschall définit un programme à l'université Harvard pour reconstruire l'Europe de l'Ouest. Quatorze milliards de dollars furent apportés par les États-Unis entre 1948 et 1951 à la France, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne ainsi qu'à douze autres pays. -6._ Pour les États-Unis, le chômage fluctuait entre 4,5 % et 5 % lors des dernières années de la guerre d'Indochine. -7._ Le taux d'accumulation s'était élevé presque à 25 % de la production globale pour l'Europe et le Japon. Les pays développés avaient multipliés par trois leur PIB. -8._ - 8,4 % en France et - 11,1% aux États-Unis pour le premier trimestre 1974. -9._ Pour la France, le taux de profit s'élevait à plus de 15 % de la valeur ajoutée par les entreprises au Produit National Brut (PNB) à la fin des années 40. Il était de moins 8 % en 1974. -10._ + 13,6% pour la France et + 11% pour les États-Unis. -11._ Seulement à 3,6 % en mars 1974 pour la France, alors qu'il plafonnait à 9,1 % pour les États-Unis. -12._ Ceci dit, il y a une différence notoire entre la doctrine pure et la mise en pratique du moins sur le plan économique. -13._ L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1948, par exemple. -14._ Doit-elle se comprendre comme étant la stricte application de la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo dans le but d'optimaliser le volume de production ? -15._ *« La première critique de l'économie politique »* Engels. -16._ Le salaire socialisé englobe des prestations sur la santé et le logement ou des aides diverses. -17._ Pour rembourser la dette, il faut créer de la monnaie. -18._ L'Allemagne y fut confrontée entre 1922 et 1924. -19._ La fusion du capital industriel et capital bancaire. -20._ Fin octobre 2008, l'estimation était de 25 000 milliards de dollars depuis janvier de la même année.

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

BIEN RECEVOIR LE JOURNAL

La dégradation constante des conditions de travail à « La Poste » n'est pas sans conséquences sur la diffusion de notre journal.

Des journaux qui, depuis des années, parvenaient sans difficulté à leurs destinataires nous reviennent maintenant avec la mention « adresse incomplète » (parce qu'il manque par exemple un n° de boîte, d'escalier, ou pour toute autre imprécision…). Pour continuer à recevoir régulièrement ce journal, vérifiez la bande d'expédition. Signalez-nous au plus tôt tout complément d'adresse, toute erreur qu'il conviendrait de rectifier. N'hésitez pas à nous indiquer toute erreur que nous aurions pu faire dans l'enregistrement des abonnements. La gestion aussi est faite bénévolement, et parfois un peu vite...
Prévenez-nous si vous ne recevez pas votre exemplaire tous les deux mois

Merci à tous.

S'INFORMER

Communiqué de la CNT-AIT de Toulouse concernant la reunion publique de Berlin du 26 fevrier

Sur le site en langue allemande du CCI (IKS) il est fait mention d'une réunion publique a Berlin le 26 Février prochain . L'annonce telle quelle est rédigée peut laisser supposer la participation de la CNT -Toulouse .

Bien évidemment il n'en est rien .

Un de nos militants avait bien envisagé de se rendre a cette réunion parce qu'elle lui avait été présenté comme une réunion publique d'information sur les Assemblées Populaires dont le principe de base est précisément que chaque individu qui prend la parole le fait en son nom propre et sûrement pas comme représentant d'une organisation .

Nous dénonçons la façon dont est utilisé cette éventualité comme contraire a ce principe et nous récusons par conséquent ce qui n'est qu'une grossière tentative de manipulation politicienne .

Toulouse , le 16/02/2011




DENONCER LA REPRESSION CONTRE L'A.S.I.

L'Etat serbe continue de réprimer l'ASI, section serbe de l'AIT.

On se souvient des manœuvres du pouvoir pour essayer de condamner des anarchosyndicalistes accusés de « terrorisme international » il y a à peine dix-huit mois : six militants avaient alors été, sans l'ombre d'une preuve, jetés en prison. De plus, trois membres du groupe local de Vrsac de l'ASI étaient poursuivis pour obstruction à la justice (ils avaient protesté contre les incarcérations) et un Croate venu à Belgrade les soutenir s'était vu interdire de quitter le pays pendant plus de six mois. Au jour d'aujourd'hui, des membres de l'ASI ont totalisé plus de 1000 jours en prison, soit près de trois ans. Malgré l'accumulation de mensonges et tous les efforts qu'il a déployés, le pouvoir, face aux protestations tant à l'intérieur des frontières serbes qu'à l'extérieur, s'est vu obligé d'abandonner la partie… officiellement, parce qu'officieusement, les attaques ont repris. Ainsi, le compagnon secrétaire du groupe local de Kragujevac de l'ASI a été attaqué physiquement par la police, sans parler des nombreuses menaces, harcèlements et écoutes policières, tout autant que les menaces et attaques par les groupes fascistes para-policiers.

Manifestement, l'Etat serbe a maintenant changé de stratégie. Ridiculisé sur le plan international lorsqu'il a essayé les persécutions politiques, il change maintenant son fusil d'épaule et tente d'attaquer par des accusations de droit commun. C'est ainsi que Milan S., secrétaire de l'ASI, se voit poursuivi pour « vol de voiture avec effraction et menace ». Une accusation parfaitement calomniatrice mais qui met notre compagnon sous la menace de 5 ans de prison. Il faut savoir qu'en 2006 Milan avait été témoin dans une enquête similaire. Aujourd'hui, 5 ans plus tard, les poursuites ont repris, et Milan est mystérieusement passé du rôle de témoin à celui d'accusé. Mais l'accusation est absurde : Milan ne sait pas conduire et n'a même jamais démarré un véhicule ! Difficile, dans ces conditions d'en voler un. Les flics serbes n'ont pas de chance… ils devraient mieux se renseigner avant de tenter de coller une infraction sur le dos de quelqu'un ! Sinon, ils vont finir par accuser un cul-de-jatte de vol de chaussures de sport…

L'affaire de Milan est la dernière (pour l'instant) attaque dans une série de procès judiciaires menés, les uns après les autres, contre les membres de l'Initiative Anarcho Syndicaliste.

Pas plus que nous n'avons laissé sans réponse les accusations précédentes, nous ne laisserons les présentes sans leur apporter le démenti public qu'elles méritent. Les responsables serbes doivent savoir que, « partout où ils seront », il y aura des anarchosyndicalistes pour dénoncer et ridiculiser publiquement des accusations aussi absurdes contre nos compagnons.